

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE  
Supplément à Une Semaine en Haïti

## EDITORIAL

septembre 2006 - n°48

Le Collectif Haïti de France est heureux de vous retrouver.

Nous nous étions quittés après les premières Rencontres Nationales de la Solidarité franco-haïtienne, à Chamarande, en juin. 50 associations, venues de toute la France, s'y étaient retrouvées pour réfléchir à leurs partenariats avec Haïti.

Aujourd'hui, l'air vient du large, il vient de la Caraïbe, où Marion Fauré, notre coordinatrice a passé six semaines. De cette mission, décidée par le Conseil d'Administration du Collectif, elle nous rapporte une moisson de choses vues et entendues. Ses rencontres ont été soigneusement préparées pour répondre au projet du Collectif, principalement axé sur les questions de migration haïtienne dans la région.

Voici aujourd'hui un premier éclairage. Récit en quatre étapes (Guadeloupe, Martinique, République Dominicaine et Haïti).

## CARAÏBE, CARAÏBES ? par Marion Fauré.

### LA CARAÏBE

Au-delà des objectifs de ce voyage, il y a eu un grand intérêt à découvrir l'un après l'autre, quatre territoires de la Caraïbe. La Caraïbe... ou plutôt les Caraïbes. Le Forum Social Caribéen<sup>1</sup> a célébré le besoin d'unité de la zone, mais le chemin semble encore long, plein de paradoxes.

Une certaine proximité culturelle, historique et linguistique (pour certaines îles) relie les différents pays. Mais tout le monde se tourne le dos :

- Porto Rico ou la République Dominicaine sont aimantés par les Etats-Unis ;
- La Guadeloupe et la Martinique sont tournées vers l'Europe ;
- Cuba se réfère à l'Amérique du Sud et surtout au Venezuela...

Comment se rencontrer dans ces conditions ? Comment lutter ensemble quand les sujets de préoccupations ne sont pas les mêmes : entre la fin des subventions agricoles et la lutte pour conserver des services publics dans les Départements Français d'Outre Mer d'un côté, et l'opposition à la Zone de Libre Echange Américaine de l'autre.

Et même les liens culturels et historiques peuvent être relativisés. Quand la Guadeloupe rejette la migration

haïtienne mais accueille la migration européenne ; quand la République Dominicaine accorde infiniment plus d'attention historique à l'occupation haïtienne (1822-1844) qu'à la colonisation européenne ou l'occupation américaine.

Face à ces difficultés, des moments comme le FSC permettent toutefois de créer des liens et de voir les choses différemment. Les rencontres sur des questions comme l'environnement, la migration, les femmes, etc. montrent des convergences possibles et des actions à mener ensemble. Et les ateliers en créole entre haïtiens, guadeloupéens, martiniquais, Dominicains et Sainte-Luciens montrent les possibilités d'une communication plus directe.

### LA MIGRATION

Une question centrale au Forum comme au cours de tout le voyage : la migration. C'est aujourd'hui une question d'actualité un peu partout dans le monde, et la Caraïbe n'est pas épargnée.

Dans la Caraïbe existe une migration haïtienne... souvent mal acceptée. En Guadeloupe, en Guyane, en République Dominicaine on retrouve des communautés haïtiennes connaissant de telles difficultés que leur volonté de tenter leur chance ailleurs, leur fuite devant l'impasse de leur situation en Haïti, se transforme pour beaucoup en un calvaire indéfinissable.

<sup>1</sup> Version régionale du désormais fameux Forum Social Mondial, le FSC était organisé pour sa première édition en Martinique.

En Guadeloupe, le durcissement de la politique migratoire française renforce certains dans leur vision xénophobe des haïtiens. On connaît malheureusement les clichés véhiculés dans ces circonstances : les haïtiens prennent le travail des Guadeloupéens, ils apportent la délinquance, etc. En Guadeloupe, cela peut être accompagné d'une volonté marquée de différencier la Guadeloupe et son appartenance à l'Europe, d'Haïti Caraïbienne, voire africaine.

Aujourd'hui, une partie de la communauté haïtienne de Guadeloupe, celle qui n'a pas de papiers, est donc confrontée à une situation de peur et d'arbitraire.

Face à cela, une réaction commence à s'organiser, chez les haïtiens comme chez les guadeloupéens. Selon plusieurs associations, aujourd'hui, il faudrait d'urgence :

- Apporter une aide juridique aux demandeurs d'asile, notamment dans le cadre des sessions de la Commission des Recours (qui étudie les dossiers soumis suite au rejet du statut de réfugié par l'OFPRA)
- Dénoncer des comportements arbitraires dans les administrations et dénoncer les médias calomnieux
- Dénoncer la politique migratoire française et ses exceptions au sujet des Départements d'Outre Mer (ainsi la circulaire du 13 juin concernant la régularisation des parents d'enfants scolarisés ne concerne pas les DOM ; l'aide au retour n'est pas versée, etc.).

En Martinique, la question de la migration haïtienne se pose moins, mais la politique française y est la même. Pour ne pas faillir à sa traditionnelle réputation de terre d'accueil, la France, par ses consulats, a refusé de donner des visas à un grand nombre de délégués invités au Forum Social Caraïben, notamment de République Dominicaine et d'Haïti. Le Forum s'en est trouvé appauvri... notamment les débats prévus pour parler de... migration. Malgré cela, une connexion intéressante a pu se faire entre martiniquais, guadeloupéens et haïtiens et cela devrait se poursuivre.

Enfin, migration toujours entre la République Dominicaine et Haïti. Le sujet est brûlant, notamment depuis les deux dernières années avec des rapatriements réguliers et violents vers Haïti.

« Des papiers ! », c'est le mot d'ordre de la plupart des associations qui luttent au côté des haïtiens en République Dominicaine. On parle aussi bien sûr de conditions de travail révoltantes et de rapatriements ne respectant pas les droits de l'homme, mais le point central pour le plus grand nombre est l'absence de papiers pour les plupart des haïtiens et surtout

pour leurs descendants. Aujourd'hui, c'est plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment de deuxième et troisième génération qui vivent en République Dominicaine sans aucun papier d'identité. En découle un ensemble de problèmes pour la scolarisation, la santé, et l'intégration en général dans la société dominicaine.

Face à cette situation, le mouvement associatif dominicain et haïtien m'a semblé particulièrement bien connecté. La plupart des organisations se connaissent et travaillent concrètement ensemble, notamment sur la mise en place de réseau de surveillance à la frontière.

## HAÏTI

Et à la fin du voyage enfin, Haïti... Malgré le contexte à nouveau très tendu à Port au Prince, toutes les rencontres prévues ont pu avoir lieu. Beaucoup d'échanges, à Limonade et à Port au Prince sur les projets de Veterimed (voir prochain numéro). Beaucoup de rencontres avec la Coordination Haïti Europe.

L'ambiance en Haïti est aux projets. Les rencontres, les séminaires, les propositions fleurissent (ou plutôt ressurgissent, car les projets les idées, on le sent, sont là depuis longtemps). Effervescence mais aussi attente par rapport au nouveau gouvernement, aux nouveaux élus. Entre espoir et découragement, les acteurs continuent à travailler concrètement. Il faut réussir à se détacher de l'actualité, des discussions sur l'insécurité pour entendre ceux qui insistent sur les avancées qu'Haïti connaît depuis deux décennies, malgré tout. Il faut garder en tête l'émergence des mouvements de femmes, l'amélioration de la scolarisation, la structuration des mouvements paysans... et savoir reconnaître qu'il y a eu des changements. Oui, bien sûr des choses se passent en Haïti !

De notre côté, en France, dans la suite des rencontres nationales de juin, un gros effort est à poursuivre pour consolider nos partenariats et nos actions en Haïti. Quand j'ai dit qu'il y avait au moins 250 associations en France, ayant une relation partenariale avec Haïti, on m'a dit : « mais où sont-elles ? » La coopération franco-haïtienne n'est pas très visible, car peut-être trop éparpillée ? Comment peut-on y remédier ?

Ne perdons pas de vue la solidarité que nous pouvons témoigner à Haïti : en parler encore et toujours, et surtout, soutenir les acteurs de terrain.....

## HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

- ✓ 13 au 15 septembre, Chamalières (63) : **Expo vente de peintures haïtienne**. De 10h à 19h, salle municipale, Carrefour Europe. Contact : APAM, 04 66 67 92 08 / <http://assoc.orange.fr/apam-haiti/actu.htm>
  - ✓ 19 septembre, Luchon (31) : **Action pour les enfants d'Haïti**, projection du film « Port au Prince ma ville », à 18h30 à l'Espace Henry PAC du Casino de Luchon.
  - ✓ 27 septembre - 1<sup>er</sup> octobre, Paris : **Festival Variations Caraïbes**. Exposition, débats, concerts. Avec pour Haïti : Gérald Bloncourt, Jean Metellus, Barbara Prezeau. Expos et débats à l'Alliance Française de Paris (6<sup>ième</sup>), soirées au Triptyque (2<sup>ième</sup>). Contact : 01 42 64 58 22 / <http://www.variationscaraibes.com>
  - ✓ 1<sup>er</sup> octobre, Chambles (42) : Marche « Aux rythmes d'Haïti : on se balade et on se parle ». Circuits de 5, 10 ou 15 Km pour les curieux et les amoureux d'Haïti. Contact : Ass'Hum 04 77 33 57 01/ <http://www.asshum.org> / [email@asshum.org](mailto:email@asshum.org)
  - ✓ 5 au 29 octobre, Montreuil (93) : « **La tragédie du roi Christophe** » d'Aimé Césaire. Théâtre Berthelot. Contact : 01 41 72 10 38
- (Pour connaître l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur [www.collectifhaiti.fr](http://www.collectifhaiti.fr), rubrique Agenda)

# L'ACTUALITE DU MOIS

## VIE QUOTIDIENNE

La tempête tropicale Ernesto est passée fin août à proximité d'Haïti : 3 morts, 2 disparus et des dégâts importants surtout dans le sud où des centaines de maisons ont été détruites et des zones rendues impraticables.

Manifestation le 15 juillet de partisans de Jean-Bertrand Aristide, demandant son retour, puis une autre le 14 août - à laquelle participaient deux chefs de bandes de Cité Soleil - à Port au Prince. Autre sorte de manifestation, le 1<sup>er</sup> septembre à Port au Prince : 150 femmes victimes de viols demandaient justice et la fin des discriminations à leur rencontre.

Violence : Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées, de nombreuses blessées début juillet dans le quartier de Martissant et les attaques ont repris fin août.

La montée des violences durant l'été n'a pas concerné seulement Port au Prince : aux Gonaïves en juillet un commando armé a attaqué le commissariat de police et semé la panique en ville.

Une soixantaine d'enlèvement également en juillet à Port au Prince, à Petionville... et une recrudescence des kidnappings à Cap Haïtien.

La police a repoussé l'attaque aux Gonaïves et procédé à des arrestations à Petionville et un plan de sécurité a été mis en place dans une quarantaine de zones sensibles de la capitale avec casques bleus, policiers internationaux et policiers haïtiens.

Des opérations anti-drogues ont eu lieu à Croix des Bouquets et aux Cayes.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

Les élections municipales et locales sont annoncées pour le 3 décembre par le Conseil Electoral Provisoire. Les 14 millions de dollars nécessaires à leur organisation ont été promis (Etats-Unis, Canada, UE). La cour des comptes doit entreprendre un audit du CEP, accusé de détournement.

Lutte contre la corruption : plusieurs parlementaires réclament des investigations sur la gestion de certains ministres du gouvernement intérimaire (ministre des Affaires étrangères et ambassades). L'investigation semble difficile faute de documents.

Lutte contre l'insécurité : Le 12 juillet, le président Préval a nommé un secrétaire

d'Etat à la sécurité, ancien inspecteur de la Police Nationale. Pour le chef de l'Etat, l'insécurité est « du banditisme lié à la misère, à la drogue et au rapatriement de certains bandits », d'où « la poursuite de la réforme de la justice et l'épuration de la police nationale ».

D'autres nominations ont eu lieu au sommet de l'Etat, le 7 septembre, ainsi que la création d'une « commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion ». Une campagne nationale de désarmement sera lancée prochainement conjointement avec la Minustha.

## LA QUESTION DE LA JUSTICE.

Yvon Neprune, libéré le 27 juillet pour raisons humanitaires, a été admis dans un hôpital de l'ONU et reste à la disposition de la justice.

Quatre personnalités de Lavalas, accusées de violences commises en décembre 2003 dans deux établissements universitaires ont été acquittées, ce qui a suscité l'indignation dans divers milieux.

L'ancien juge Claudy Gassant, qui avait instruit l'affaire Jean Dominique et s'était exilé en 2002 en raison de menaces et du refus, par l'administration pénitentiaire, du renouvellement de son mandat de juge d'instruction, vient de revenir en Haïti où il a été nommé commissaire du gouvernement auprès du tribunal civil de Port au Prince.

Le gouvernement a retiré le 4 juillet, la plainte qui avait été déposée en novembre 2005 par le régime de transition contre Jean-Bertrand Aristide, accusé d'avoir pillé les caisses de l'Etat et protégé le trafic de drogue. René Préval estime que le dossier qui avait été soumis par le gouvernement de Gérard Latortue au Tribunal de Miami accusait certaines failles.

## RELATIONS INTERNATIONALES.

France : le Premier Forum Social de la Caraïbe se tenait en Martinique du 5 au 9 juillet (voir page 1), or selon la Papda « l'ambassade de France à Port au Prince a refusé d'accorder des visas à une trentaine d'haïtiens désireux d'y participer » et la délégation haïtienne, réduite à 4 personnes s'est plainte de tracasseries à son arrivée en Martinique.

République Dominicaine : Trois haïtiens ont été tués début juillet de

façon violente pour différentes raisons. Les autorités policières haïtiennes et dominicaines ont annoncé le 1<sup>er</sup> septembre la création d'une bureau de liaison permanente : lutte contre le trafic de drogue, d'êtres humains, le vol et la contrebande à la frontière. Les évêques, Chibly Langlois et dominicain Diomedes Espinal, appellent ensemble les autorités dominicaines à « respecter la dignité humaines des immigrants haïtiens » et appellent les citoyens dominicains à les « accueillir avec compassion et solidarité ».

La Conférence Internationale des bailleurs de fonds s'est tenue le 26 juillet à Port au Prince. 400 délégués internationaux y participaient. Le gouvernement haïtien y a présenté un plan de développement pour 2006-2011. Le financement de des « grands chantiers » nécessiterait une aide de 7.16 milliards de dollars américains sur 5 ans. Les autorités haïtienne ont annoncé, à l'issue de la conférence, avoir reçu la promesse de 750 millions de dollars US pour la période août 2006-août 2007 et considèrent cet engagement comme un succès, permettant d'engager un « plan d'apaisement social ».

L'Union Européenne rappelle qu'elle est le 1<sup>er</sup> donateur d'Haïti et qu'elle s'est engagée à fournir une aide estimée à plus de 233 millions de dollars entre 2008 et 2012 et sur le court terme elle fournira 73 millions d'euros. A noter : la Coordination Europe-Haïti (60 organisations de 8 pays européens) fait des critiques sur la répartition des aides prévues dans le Cadre de Coopération Intérimaire adopté en 2004.

Venezuela : L'accord Petrocaribe signé le 15 mai avec le Venezuela a été ratifié. Il permet à Haïti de bénéficier d'un crédit auprès du Venezuela à un faible intérêt lorsque le prix du baril excède 40 dollars. La période de paiement est étendue à 25 ans. Des députés haïtiens souhaitent qu'une loi régule l'utilisation des fonds générés par cet accord Petrocaribe.

Minustha : Le 16 août son mandat a été prorogé de 6 mois au lieu des 12 souhaités par Kofi Annan. Sa composition : 7200 militaires et 1951 policiers.

## Objectif :

Venir en aide à des populations défavorisées d'Haïti.

## Projets réalisés ou en cours :

- Intervention dans un orphelinat proche du Cap Haïtien (animation, réfection des installations de l'orphelinat, participation à la création d'un centre de formation...).
- Sensibilisation en France sur la situation haïtienne : organisation de journées, débats/rencontres, diffusion d'un journal de liaison, site Internet... (voir agenda)
- Réflexion autour d'un projet d'aide au développement local, en milieu rural en lien avec des organisations locales.

Ass'hum souhaite échanger avec des acteurs du monde rural haïtien (ou des personnes connaissant ces acteurs) pour

mieux cerner les problématiques et besoins, afin de venir en aide de façon plus efficiente aux Haïtiens "d'en-dehors".

L'association peut partager ses expériences, elle a créé notamment un support de connaissance sur Haïti (Abécédaire).

Ass'Hum est impliquée dans le Collectif Haïti de France. Elle s'est également beaucoup engagée dans la constitution d'un groupe Rhône-Alpes pour Haïti, regroupant des associations / organismes / personnes de la région et des régions limitrophes qui souhaitent échanger et agir en commun pour le pays.

**Coordonnées :** 53 rue de la Vivaraize - 42100 Saint-Etienne  
04 77 33 57 01 / email@asshum.org / www.asshum.org

## A LIRE, A VOIR, A ECOUTER

✓ **Vive la vie, un cri d'espoir du batey, Pierre Ruquoy. 2006. 15 euros + 3 euros de frais d'envoi.**

✓ **Sur les traces des braceros, Garr/Plate-forme Vida. 2003. 12 euros + 3 euros de frais d'envoi.**

*Ces deux livres ont disponibles en quelques exemplaires au Collectif Haïti de France.*

## LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

### DEPLACEMENTS DANS LES CARAIBES

Les rencontres organisées :

En Guadeloupe (27 juin au 4 juillet) :

- Les associations haïtiennes : Tèt Kole, Kosorh, Chid-R, AJHM, Tanbou Ginen, Hagua Caraïbes ;
- Les organisations guadeloupéennes : Collectif contre la Xénophobie et pour le Droit des Etrangers, Amnesty International, Secours Catholique, Initiatives Eco, Forces, Groupe de Réflexion sur la Guadeloupe, Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe.
- Des individus : Chérubin Céleste (prêtre), Corinne Dupont (avocate), Jean-Claude Courbain (militant)
- Institutionnel : Préfecture de Basse-Terre (service des étrangers), DDE (sur les questions de coopération avec Haïti)

En République Dominicaine (09 au 16 juillet) :

- Les associations dominicaines : Mujeres Dominicana-haïtiana (Mudha), Service Jésuite aux Réfugiés et aux Migrants (SJR), Espacio Insular, Fondation Zile, Plata Forma Vida, Cedail (avocats), Caritas, Ceajuri (avocats), Cedeso (développement dans les bateys).

En Haïti (17 juillet au 10 août) :

- Les organisations haïtiennes : Conseil National de Financement Populaire (KNFP), Centre Pont, Veterimed, Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE), Solidarité Femmes Haïtiennes (SOFA), Foyer Maurice Sixto, Batay Ouvriye, Kros, HSI.
- Les Plates Formes haïtiennes : Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés (GARR), Plate Forme de Sécurité Alimentaire (PFSA), Plate Forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (Papda), Plate Forme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains (POHDH), Coordination Haïti Europe (COHE).
- Les organisations européennes : Agronome et Vétérinaires Sans Frontière, Christian Aid,
- Les institutionnels : Délégation de l'Union Européenne, Ministère de l'Agriculture, Coopération française, Ministère des Haïtiens vivant à l'Etranger.
- Les individus : Talégrand Noël, Bob Duret, Marie-Frantz Joachim, Goston Pierre, Beudelaine Pierre, Daniel Henrys.

**Nouvelles Images d'Haïti** est un bulletin du **Collectif Haïti de France**

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78 - Inforépondeur : 01 43 48 20 81

contact@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr